

## Le concept de pauvreté

La notion de « *pauvreté* » souffre malheureusement d'une grande imprécision ; dès l'instant où nous parlons de « *pauvres* », comme s'il s'agissait d'une catégorie existante a priori et clairement définie, nous participons malencontreusement à sa construction et prenons le risque d'imposer une nouvelle norme à un ensemble de personnes rassemblées plus ou moins arbitrairement au sein de la catégorie susdite. Comme le souligne Serge Paugam, ce que nous appelons « *pauvreté* » relève le plus souvent du sens commun, de définitions non-scientifiques<sup>1</sup> ; plutôt que d'un véritable concept, il s'agit d'une prénotion, au sens qu'en donnait Émile Durkheim<sup>2</sup>. La « *pauvreté* » est un terme à manipuler avec précaution, derrière lequel on trouve une grande diversité de situations et d'expériences individuelles et collectives, et qui renvoient à une gamme de notions (misère, indigence, privation, chômage, dépendance, précarité, exclusion...) qui ne recouvrent pas strictement les mêmes réalités et se réfèrent chacune aussi bien à des idées préconçues, qu'à des concepts scientifiques et à des prescriptions normatives. Nous choisissons délibérément de conserver le terme de « *pauvreté* », avec tous les risques de confusion et d'approximation qu'il comporte<sup>3</sup>, en vertu justement de la largesse des significations qu'il véhicule et tentons d'en proposer une clarification.

### **a) Théories classiques de la pauvreté**

Nous nous proposons d'abord de restituer dans les grandes lignes les principaux débats qui se sont tenus autour de la définition moderne de la « *pauvreté* » au cours des deux derniers siècles, avant de présenter notre concept de la pauvreté. Avant la Révolution industrielle, la réflexion sur la pauvreté s'orientait essentiellement autour de deux pôles : d'une part, la réflexion théologique tantôt sur la « *pauvreté volontaire* », accomplie dans la recherche d'imitation du Christ, tantôt sur la distinction entre pauvreté matérielle et spirituelle, et d'autre part, la réflexion sur les mesures de « *police* », c'est-à-dire les questions pratiques d'administration concernant l'hygiène publique et la sécurité urbaine, concentrées essentiellement sur les moyens appropriés de lutte contre le vagabondage et la mendicité.

C'est seulement au XIXe siècle qu'on voit se développer progressivement une approche scientifique, ou du moins pré-scientifique, de la pauvreté, qui se donne pour tâche de l'étudier en tant

---

1 Serge PAUGAM, *La disqualification sociale*, pp. 18 et suivantes

2 « Nous nous représentons les aspects les plus généraux de l'existence collective en gros et par à peu près, et ce sont précisément ces représentations schématiques et sommaires qui constituent ces prénotions dont nous nous servons pour les usages courants de la vie. » Émile DURKHEIM *Les règles de la méthode sociologique* (classiques des sciences sociales, 1894), p. 26

3 Emmanuel PIERRU note cependant que la construction de la catégorie des « chômeurs » à la fin du XIXe siècle avait eu pour finalité de réaffirmer la dignité de tous ceux qu'on désignait alors péjorativement d'« indigents valides » ; l'usage de plus en plus fréquent des termes de « pauvres » ou d'« exclus » participe au contraire à « démolition de la réforme sociale du chômage, laquelle prétendait arracher les chômeurs à la pauvreté. » *Guerre aux chômeurs ou guerre au chômage* (Éditions du Croquant, 2005), p. 45

que phénomène social, afin d'en analyser ses causes, ses caractéristiques, ses fonctions et ses effets éventuels. Deux approches de la pauvreté se firent jour au cours des premières décennies du XIXe siècle, en réaction au phénomène du *paupérisme*<sup>4</sup>, cette misère de masse qui se développe dans le sillage de la Révolution industrielle et de l'urbanisation, plus particulièrement en Grande-Bretagne, et qui emporte avec elle, non plus seulement les indigents de toujours, mendiants et vagabonds, mais également de très nombreux travailleurs pauvres, ces hommes et ces femmes, n'ayant pour seule possession que leur propre force de travail, qui sont contraints de se vendre aux plus offrants, ceux-là qu'on allait bientôt appeler les *prolétaires*<sup>5</sup>, forme moderne de la servitude. Très tôt, la pauvreté devient l'un des objets de prédilection de l'économie politique, cette science sociale qui s'intéresse plus particulièrement à « *une vaste classe de phénomènes sociaux dans laquelle les causes immédiatement déterminantes sont en première ligne celles qui agissent par le désir de la richesse, et dont la principale loi psychologique, familière à tout le monde, est qu'on préfère un gain plus grand à un moindre* », autrement dit ces « *phénomènes de la société qui résulte des opérations industrielles ou productives des hommes, et de ceux de leurs actes par lesquels s'opère la distribution des produits de ces opérations industrielles* »<sup>6</sup>. Les économistes ont tenté de saisir la pauvreté dans ses rapports à la production et la distribution de biens dans la société. Pour les uns, la pauvreté est une situation individuelle, résultant de choix et de conduites, dont l'agent en question est lui-même responsable. Cette définition élémentaire de la pauvreté en termes individualisant ne satisfait cependant pas tous les économistes qui cherchent à trouver des lois générales susceptibles de l'expliquer. La pauvreté apparaît dès lors comme une nécessité résultant de la rareté des ressources disponibles ; le manque de moyens de satisfaction des besoins représente un stimulant efficace de l'effort, assurant la reproduction du facteur travail (constitué par les pauvres eux-mêmes, contraints de vendre leur force travail de pour vivre)<sup>7</sup>. Selon le révérend Thomas Robert Malthus, le phénomène du paupérisme doit se comprendre dans le rapport entre production de richesses et croissance démographique ; établissant un constat alarmiste, Malthus affirme que la pauvreté ne peut cesser de croître, car la population augmente inévitablement plus vite que la production agricole, en vertu d'une *loi naturelle*. Cette compréhension de la pauvreté par l'économie politique va servir de fondement au discours libéral sur la pauvreté. La seconde approche à vocation scientifique de la pauvreté se profile au travers des grandes enquêtes sociales qui sont menées dans les années 1830-1840 ; en France, trois noms sont restés célèbres à cet égard : Eugène Buret, Joseph de Gérando et Louis-René de Villermé. Apparaissant comme les véritables précurseurs de la sociologie, ceux-ci

---

4 Du latin *pauper, eris, m. f. n.* « *pauvre, qui possède peu* », le terme de « paupérisme », d'abord utilisé en anglais, décrit moins un état, comme c'est le cas de la « pauvreté », qu'un processus. Son usage fréquent dans la première moitié du XIXe siècle traduit la stupeur des contemporains, le sentiment des témoins de l'époque que la pauvreté connaissait alors une croissance et une intensification colossale.

5 Du latin *proletarius, ii, m.* (dérivé de *proles, is, f.* « *race, lignée, enfants, famille, postérité* ») « *qui ne compte dans l'état que par ses enfants* », désignait les citoyens pauvres, membres des dernières classes à Rome.

6 John Stuart MILL, *Système de logique déductive et inductive*, t.6 (classiques des sciences sociales, 1848), pp. 61-62

7 Je renvoie ici à la critique formulée par Karl MARX de cette théorie, au chapitre XXV, parties 3 et 4, du *Capital, livre I* ; l'auteur cite un grand nombre d'économistes de l'époque défendant cette idée (Galiani, Townsend, Destutt de Tracy...).

menèrent des investigations approfondies auprès des ouvriers et des indigents, enquêtant au sein des manufactures, des mines, des usines et dans les quartiers populaires. Ils présentèrent ainsi des descriptions précises des conditions de vie des personnes touchées par ce qu'on appelait alors le « *paupérisme* ». Cependant, leurs travaux n'étaient pas exempts de considérations moralisatrices à l'encontre des personnes qu'ils étudiaient. Dénonçant tout aussi bien les méfaits de l'industrialisation et de l'urbanisation que les vices des ouvriers, cette position définit plutôt l'approche conservatrice de la pauvreté. Dans les deux cas, il s'agit de démarches essentiellement pragmatiques, les écrits savants devant servir de guides à l'action publique, et non pas principalement l'objectif de connaissance. Nous reviendrons plus en détails au chapitre suivant sur ces deux positions théoriques, qui illustrent bien selon nous le type de discours à vocation initialement scientifique, qui participe néanmoins à la culpabilisation des pauvres du fait de son caractère moral, politique, idéologique, et qui peut servir allègrement de ressource argumentative au discours politique.

Contemporain des enquêteurs sociaux, l'historien libéral Alexis de Tocqueville réalise en 1835 une petite étude sur la pauvreté et le paupérisme<sup>8</sup>, dans laquelle il pose les premiers jalons d'une théorie relativiste de la pauvreté. Selon lui, la pauvreté croît en fonction des besoins d'une société donnée. Penseur de la norme sociale et du conformisme, Tocqueville affirme qu'il n'y a pas de besoins humains fixes, ceux-ci dépendent de normes sociales admises par les membres d'une même société. À mesure que les richesses d'une société croissent, les besoins augmentent : « *Plus une société. est riche, industrielle, prospère, plus les jouissances du plus grand nombre deviennent variées et permanentes ; plus elles sont variées et permanentes, plus elles s'assimilent par l'usage et l'exemple, à de véritables besoins* »<sup>9</sup>. Or, l'augmentation des besoins à satisfaire rend la norme plus difficile à atteindre ; ainsi, à mesure qu'une société s'enrichit, « *vous verrez croître proportionnellement, d'une part, le nombre de ceux qui vivent dans l'aisance, et, de l'autre, le nombre de ceux qui ont recours pour vivre aux dons publics* »<sup>10</sup>. La pauvreté se trouve ainsi surtout liée dans son esprit à la question de l'inégalité : la pauvreté dériverait moins d'une privation absolue, que du sentiment d'être pauvre par rapport à un autre, parce qu'on est incapable de satisfaire les mêmes besoins que lui. Une société globalement pauvre est plus égalitaire et moins frappée par la pauvreté qu'une société globalement opulente, caractérisée par des critères de richesse et d'importantes inégalités de situations, dans laquelle un certain nombre de personnes seront confrontées à la pauvreté comparée aux autres<sup>11</sup>. Selon Tocqueville, le pauvre, ce serait celui qui ne parvient pas à se conformer à la norme de consommation de la société dans laquelle il vit.

Une dizaine d'année à peine après Tocqueville, Karl Marx publie ses premiers écrits sur la question de la pauvreté, qu'il analyse en tant que phénomène structurel. Dans un pamphlet dirigé contre

---

8 Alexis de TOCQUEVILLE, *Mémoire sur le paupérisme*

9 Ibid. p. 13

10 Ibid. p. 5

11 « *Les pays qui paraissent les plus misérables sont ceux qui, en réalité, comptent le moins d'indigents, et chez les peuples dont vous admirez l'opulence, une partie de la population est obligée pour vivre d'avoir recours aux dons de l'autre* » ibid. p. 4

son ancien ami Arnold Ruge<sup>12</sup>, qui avait appelé, en réaction à la répression sanglante d'une émeute des tisserands de Silésie en juin 1844, à une politique sociale plus en conformité avec les principes de l'État chrétien, Marx critiquait à la fois le système d'assistance publique fondée sur l'enfermement et le travail contraint, promu par les conservateurs, et la prétendue libération des travailleurs, mêlée au discours malthusien rendant les pauvres responsables de leur propre misère. Au lieu de rechercher les causes de la pauvreté dans telle décision ou telle mesure, Marx affirme que c'est la structure même de la société qu'il faut remettre en cause<sup>13</sup>. C'est dans *le Capital*, dont le premier tome est publié en 1867, que Marx expose véritablement sa conception de la pauvreté. Celle-ci résulte du système de production économique et des rapports de forces sociaux dans une société donnée ; il n'y a pas de « *loi naturelle de l'économie* », mais des déterminations sociales et historiques. Le système capitaliste fonctionne grâce à l'exploitation des travailleurs, en même temps qu'il « *produit* » des pauvres. Le prolétaire, qui ne dispose que de sa propre *force de travail*, est contraint de la vendre pour satisfaire ses propres besoins. Le capitaliste, détenteur des moyens de production, trouve ainsi « *sur le marché une marchandise douée de cette vertu particulière [d'être source de valeur échangeable (transformation de la matière, production de biens et services, et donc, de valeurs nouvelles)], elle s'appelle puissance de travail ou force de travail* »<sup>14</sup>. Mais il n'achète pas seulement une marchandise pour l'échanger contre une autre, son objectif est de réaliser un profit, d'obtenir une valeur supérieure à celle qu'il avait investie initialement ; le capitaliste « *veut que la valeur de cette marchandise surpasse celle des marchandises nécessaires pour la produire, c'est-à-dire la somme de valeurs des moyens de production et de la force de travail, pour lesquels il a dépensé son cher argent. Il veut produire non seulement une chose utile, mais une valeur, et non seulement une valeur, mais encore une plus-value* »<sup>15</sup>. L'ouvrier ne travaille donc pas simplement pour lui-même, pour assurer sa propre subsistance, il travaille d'abord pour produire la sur-valeur exigée par le patron. Une partie de son travail demeurant impayée, gratuite, le salaire de l'ouvrier, c'est-à-dire le prix payé par le patron pour rétribuer la force de travail, est toujours inférieur à la valeur réellement produite. C'est la clé de l'exploitation des travailleurs selon Marx. Mais l'analyse ne s'arrête pas là, puisque le capitaliste cherche sans cesse à accroître son profit, notamment en allongeant le temps de travail ou en intensifiant la productivité. La dynamique d'accumulation tend à modifier la composition du capital<sup>16</sup> : « *à mesure donc que l'accroissement du capital rend le travail plus productif,*

---

12 « Gloses critiques en marge de l'article "Le roi de Prusse et la réforme sociale par un Prussien" », publié initialement dans le *Vorwärts!*, n°60, 7 et 10 août 1844, in Karl MARX, *Philosophie*, pp. 109-134

13 « *Dans la mesure où la bourgeoisie anglaise admet que la responsabilité du paupérisme incombe à la politique, elle considère, quand elle est whig, le tory, et quand elle est tory, le whig comme la cause du paupérisme. Aux yeux du whig, la principale source du paupérisme, c'est le monopole de la grande propriété foncière et la législation qui prohibe l'importation du blé. D'après le tory, tout le mal vient du libéralisme, de la concurrence, du système de la fabrique poussé à l'extrême. Aucun des partis n'en trouve la raison dans la politique tout court, chacun préférant mettre en cause la politique du parti adverse ; ni l'un ni l'autre n'ose songer à une réforme de la société* » *ibid.* p. 114. Marx en profite pour fustiger la tromperie du parlementarisme à l'anglaise et du principe de l'alternance.

14 MARX, *Le Capital*, livre I, p. 263

15 *Ibid.* p. 285

16 Le capital se compose d'une part du *capital constant*, c'est-à-dire « *la partie du capital qui se transforme en moyens de production, c'est-à-dire en matières premières, matières auxiliaires et instruments de travail* », et d'autre part du *capital variable*, c'est-à-dire « *la partie du capital transformée en force de travail* » qui change de valeur dans le

*il en diminue la demande proportionnellement à sa propre grandeur* »<sup>17</sup> ; afin d'augmenter ses profits, le capitaliste cherche à diminuer les coûts du travail ; il investit de plus en plus sur le capital constant (notamment sur les machines qui permettent d'augmenter la productivité du travail), tandis qu'il diminue relativement la part réservée aux salaires, « *le progrès de l'accumulation, en faisant décroître la grandeur relative du capital variable, n'en exclut point l'accroissement absolu* »<sup>18</sup>. Cela se traduit par une demande continue – et cependant décroissante – de travailleurs supplémentaires pour accroître la production. Toutefois, « *les produits deviennent si surabondants qu'au moindre obstacle dans leur écoulement le mécanisme social semble s'arrêter; la répulsion du travail par le capital opère tout d'un coup, sur la plus vaste échelle et de la manière la plus violente; le désarroi même impose aux capitalistes des efforts suprêmes pour économiser le travail* »<sup>19</sup>. À chaque nouvelle crise du capitalisme, de nombreux travailleurs sont jetés sur le carreaux ; ils finissent par constituer une « *armée industrielle de réserve, qui appartient au capital d'une manière aussi absolue que s'il l'avait élevée et disciplinée à ses propres frais, (...) la matière humaine toujours exploitable et toujours disponible* »<sup>20</sup>. Cette masse de prolétaires, disponibles en cas de hausse de la demande de travail, permet aux capitalistes de faire pression sur les ouvriers salariés, pour intensifier leur productivité ou réfréner leurs prétentions salariales<sup>21</sup>. Marx propose ensuite une sociologie du prolétariat et du paupérisme : à côté des travailleurs ayant un emploi, l'armée de réserve ne forme pas une masse uniforme ; Marx distingue plusieurs catégories de pauvres, dont les *formes d'existence* qu'il décrit varient en fonction de leur rapport à l'emploi<sup>22</sup>. On rencontre d'abord une *surpopulation flottante*, constituée par les ouvriers alternant fréquemment emploi et non-emploi, complètement dépendants de la demande de travail, de l'offre d'emploi des entreprises. Ensuite Marx discerne une *forme latente*, qui rassemble d'une part les enfants d'ouvriers ; la force de travail nécessitant un renouvellement fréquent, du fait de l'espérance de vie plus courte des ouvriers, les mariages y sont précoces et les naissances nombreuses ; on y trouve d'autre part la population agricole en attente de reconversion et d'exode vers les zones urbaines industrielles. La *forme stagnante* regroupe des personnes aux « *conditions d'existence tout à fait précaires et honteusement inférieures au niveau normal de la classe ouvrières* », occupées aux tâches les plus

---

procès de production, en reproduisant sa propre valeur tout en créant une plus-value, un excédent de valeur. Ibid. p. 310

17 Ibid. p. 682

18 Ibid. p. 683

19 Ibid. p. 693

20 Ibid. p. 696

21 « *Le progrès industriel non seulement réduit de plus en plus le nombre des ouvriers nécessaires pour mettre en œuvre une masse croissante de moyens de production, il augmente en même temps la quantité de travail que l'ouvrier individuel doit fournir. A mesure qu'il développe les pouvoirs productifs du travail et fait donc tirer plus de produits de moins de travail, le système capitaliste développe aussi les moyens de tirer plus de travail du salarié, soit en prolongeant sa journée, soit en rendant son labeur plus intense, ou encore d'augmenter en apparence le nombre des travailleurs employés en remplaçant une force supérieure et plus chère par plusieurs forces inférieures et à bon marché (...). Voilà autant de méthodes pour diminuer la demande de travail et en rendre l'offre surabondante, en un mot, pour fabriquer des surnuméraires. L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve, et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital.* »

22 Ibid. pp. 705 et suivantes

difficiles et rétribuées le plus faiblement, notamment le travail à domicile<sup>23</sup>. Enfin, « *le dernier résidu de la surpopulation relative habite l'enfer du paupérisme* »; il se répartie lui-même en plusieurs strates de plus en plus précarisées : d'abord les ouvriers sans emploi encore capables de travailler ; ensuite « *les enfants des pauvres assistés et les orphelins* » ; les anciens ouvriers misérables, rassemblant les chômeurs de longue durée, les vieillards sans ressources, les malades, les veuves et les invalides ; enfin, on trouve ceux que l'on qualifiait de membres des « *classes dangereuses* », vagabonds, criminels, prostitués ou mendiants<sup>24</sup>. Marx s'efforce de décrire la pauvreté dans sa diversité, et non pas comme une masse homogène ; il propose une vision certes fataliste, voire apocalyptique, mais qui a le mérite de mettre l'accent sur les facteurs structurels et non plus seulement sur les causes individuelles de la pauvreté. Celle-ci apparaît comme un « *fait social* », au sens durkheimien, c'est-à-dire un phénomène social extérieur aux individus et qui s'impose à eux, orientant leurs représentations et leurs activités<sup>25</sup>.

Cherchant également à comprendre sociologiquement la pauvreté, mais cependant pas du point de sa production, Georg Simmel a proposé une définition de celle-ci comme un certain type de relation sociale. Désignant la société comme un système de droits et d'obligations liant les individus et déterminant leurs relations interpersonnelles<sup>26</sup>, Simmel cherche à saisir quelle place, quelle fonction, y occupent les pauvres. Il considère en effet que le concept de pauvreté – qui pourrait se résumer ainsi « *est pauvre celui dont les moyens ne suffisent pas à atteindre ses fins* »<sup>27</sup> – est insuffisant pour comprendre ce phénomène sociologiquement. La privation à elle seule ne permet pas de définir qui est pauvre ; une personne souffrant d'un manque de ressources suffisantes pour satisfaire ses besoins, notamment les besoins requis par les normes du groupe dont il dépend, pour être reconnu comme pauvre. Selon Simmel, c'est le fait d'être assisté qui fait qu'une personne pauvre est socialement reconnue comme pauvre : « *l'acceptation de l'assistance exclut ainsi la personne assistée des prémices de son statut et fournit les preuves visibles que la personne assistée est formellement déclassée. (...) personne n'est pauvre socialement avant d'avoir été assisté* »<sup>28</sup>. Le pauvre est dans une relation de dépendance vis-à-vis du reste de la société, qui lui assure sa survie, mais il ne dispose cependant d'aucun droit à réclamer ses moyens de subsistance, car ce n'est jamais en vue du pauvre lui-même que l'assistance est assurée : l'individu qui accomplit son devoir de charité satisfait d'abord une finalité qui lui est propre (devoir de charité chrétienne ou zakat musulmane, bonne conscience...) et non pas les besoins du pauvre, « *le motif de l'aumône réside alors exclusivement dans la signification que prend le fait de donner pour le donneur* »<sup>29</sup>, le pauvre n'est qu'un moyen et non la fin de l'acte. Quant à l'État, il cherche à préserver la communauté qu'il contient, à maintenir son ordre interne, assistant les pauvres afin qu'ils « *ne deviennent pas des ennemis actifs et dangereux de la société, pour rendre leur énergie*

---

23 Ibid. p. 708

24 Ibid. p. 709

25 Émile DURKHEIM, opus cité, pp. 18-22

26 Georg SIMMEL, *les pauvres*, p. 41

27 Ibid. p. 91

28 Ibid. p. 96

29 Ibid. p. 46

déjà réduite plus productive et enfin pour empêcher la dégénérescence de leur progéniture »<sup>30</sup>. Dans la lignée de Simmel, le sociologue français Serge Paugam a lui aussi cherché à saisir la pauvreté, ou plutôt les différentes expériences de la pauvreté, à travers les formes du lien social, des types de relation d'assistance. Reprenant la distinction de Max Weber entre classe et statut, Paugam explique que la pauvreté ne peut être conçue seulement comme classe sociale (c'est-à-dire comme catégorie définie en fonction de critères économiques), mais également comme un statut, c'est-à-dire comme un ensemble de valeurs attachées à la personne, de droits et d'obligations socialement reconnus<sup>31</sup>. Un rôle est assigné à la personne reconnue comme pauvre ; ce rôle constitue stigmatisme handicapant dans ses relations sociales en même temps qu'il lui ouvre accès à certains droits<sup>32</sup>. Ce rôle, avec toutes les représentations qu'il véhicule, contribue à façonner l'identité de la personne<sup>33</sup> ; cependant, les acteurs sociaux ne jamais totalement passifs, ils disposent d'une certaine « *marge d'autonomie, qui leur permet d'intérioriser, de refuser ou de négocier la définition sociale de leur statut* »<sup>34</sup>. Par la suite, Paugam définit trois catégories de « pauvres » en fonction de leurs relations au services d'assistance – les *fragiles*, les *assistés* et les *marginiaux*<sup>35</sup> – à partir desquelles il identifie sept expériences de la pauvreté<sup>36</sup>. La fragilité correspond à la situation de personnes vulnérables en voie de déclassement, en situation d'apprentissage de la disqualification sociale, mais qui n'ont cependant pas intériorisé les normes de l'assistance et espèrent voir leur sort s'améliorer grâce à leurs efforts. Le sociologue distingue la fragilité intériorisée, vécue par des personnes acceptant avec difficulté un statut qu'elles jugent honteux, de la fragilité négociée, vécue plus souvent par des jeunes qui considèrent leur situation comme transitoire. Ces personnes ont un usage ponctuel et irrégulier des services d'assistance, qu'ils essaient au possible d'éviter<sup>37</sup>. « *Les assistés bénéficient de revenus liés à la protection sociale, soit en raison de leur handicap physique ou mental, soit en raison de leurs difficultés à pourvoir à l'éducation et à l'entretien de leurs enfants. L'assistance se traduit dans la plupart des cas par une intervention sociale relativement lourde ou, en d'autres termes, par un suivi de type contractuel par les services d'action sociale* »<sup>38</sup>. Éprouvant d'abord leur dépendance comme une humiliation et un statut infamant (*assistance différée*), les personnes assistées tentent progressivement de justifier cette situation et d'élaborer des stratégies de relations avec les travailleurs sociaux afin de renverser leur rapport d'infériorité (*assistance installée*). Enfin, les personnes ayant perdu toute motivation de retour à l'emploi, aux conditions de vie dégradées, et supportant plus difficilement leur dépendance, finissent par adopter une attitude désinvolte vis-à-vis des travailleurs

---

30 Ibid. p. 47

31 PAUGAM, opus cité, p. 19

32 Ibid. p. 27

33 « *Dans les sociétés modernes, la pauvreté n'est pas seulement l'état d'une personne qui manque de biens matériels, elle correspond également à un statut social spécifique, inférieur et dévalorisé, marquant profondément l'identité de ceux qui en font l'expérience.* » *ibid.* p. 15

34 Ibid. p. 29

35 Ibid. p. 31

36 Ibid. p. 50

37 Ibid. pp. 53-82

38 Ibid. p. 83

sociaux (*assistance revendiquée*)<sup>39</sup>. « *Les marginaux ne disposent ni de revenus liés ou dérivés d'un emploi régulier, ni d'allocations d'assistance. (...) Elles vivent de ressources subsidiaires et pratiquent souvent des activités diverses en marge du marché de l'emploi* »<sup>40</sup> ; l'assistance est cette fois très rare. Ces personnes, en révolte contre les injustices dont elles se sentent victimes, mènent une vie vagabonde, manifestant cependant un grand besoin d'évasion (*marginalité conjurée*), à moins qu'elles ne tentent de se trouver des moyens alternatifs de survie, par l'appropriation d'un espace et la construction de contre-valeurs, parallèles au reste de la société (*marginalité organisée*, condition d'élaboration d'une « culture de la pauvreté » telle qu'ont pu la décrire Oscar Lewis ou Richard Hoggart)<sup>41</sup>. On constate bel et bien que la pauvreté ne peut se définir comme un état uniforme, partout reconnaissable ; elle se manifeste plutôt comme différents types d'expériences, sous différentes formes dégradées du lien social, voire comme un véritable processus de désaffiliation, de disqualification.

Toutefois, dans les approches plus courantes de la pauvreté, il est peu question de l'expérience vécue ou des formes du lien social. Le sociologue cède sa place au statisticien quand il s'agit de fournir au décideur politique des indicateurs nécessaires pour mesurer la pauvreté ; on privilégie dès lors les approches monétaires permettant de définir un seuil de pauvreté (la Banque mondiale situe la pauvreté en dessous de 2\$ par jour et l'extrême pauvreté en dessous de 1,25£ par jour<sup>42</sup> ; Eurostat et l'Insee situent le seuil de pauvreté à 60% du revenu médian<sup>43</sup>). Ces indicateurs tiennent leur origine dans les enquêtes réalisées au Royaume-Uni au cours des premières décennies du XXe siècle par Charles Booth et Seebohm Rowntree<sup>44</sup>. Ce dernier élaborait un seuil de pauvreté absolue, en fonction de critères nutritionnels ; il définit un revenu minimum correspondant au prix d'un panier de consommation, comprenant les biens nécessaires au maintien de la santé physique, à partir notamment de la quantité de calories et de protéines journalières nécessaires, à laquelle il ajouta la somme nécessaire pour payer un ensemble de biens considérés comme indispensables en fonction de la taille de la famille<sup>45</sup>. Dès les années 1950, cette approche fut violemment critiquée par le sociologue britannique Peter Townsend. Ce dernier considère que les critères de Rowntree sont arbitraires et relèvent surtout de l'imposition d'une norme aux personnes considérées comme pauvres. Ces critères, prétendument objectifs, ne tiennent compte ni de la détermination sociale des besoins, ni du bien-être psychologique, en se focalisant uniquement sur les besoins corporels. Le seuil que propose Rowntree est finalement très faible, c'est un niveau de subsistance minimale, ne permettant pas un mode de vie décent, qui en outre néglige les personnes disposant d'un revenu légèrement plus élevé, mais souffrant également du manque de

---

39 Ibid. pp. 83-115

40 Ibid. p. 117

41 Ibid. pp. 117-147

42 <http://donnees.banquemondiale.org/actualites/taux-pauvrete>

43 <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/pauvrete-monetaire.htm>

44 cf. Peter TOWNSEND « Measuring poverty » ; « The meaning of poverty » ; Pierre Boitte, « À propos des débats récents sur la notion de pauvreté » ; Herpin Nicolas & Verger Daniel « La pauvreté une et multiple »

45 TOWNSEND, « Measuring poverty », p. 131

ressources pour couvrir leurs besoins<sup>46</sup>. Townsend promeut en retour la notion de « *privation relative* »<sup>47</sup> pour définir la pauvreté ; celle-ci doit se comprendre comme un manque de ressources (Townsend refuse de limiter celles-ci au seul revenu monétaire, il y ajoute la santé, l'éducation, le type de logement...) empêchant de mener le « *mode de vie ordinaire* » de la société. Townsend déplace ainsi le questionnement sur la pauvreté sur le problème des inégalités et des distributions de ressources dans une société donnée. L'économiste indien Amartya Sen critique justement cette approche qui fait perdre de vue le caractère *absolu* de la pauvreté<sup>48</sup>, qu'il s'agit de bien distinguer de l'idée trompeuse selon laquelle les besoins demeureraient fixes au fil du temps (idée contre laquelle Townsend s'insurgeait, ce que Sen lui accorde tout à fait)<sup>49</sup>. Tout d'abord, Sen rappelle qu'il existe des traits permettant d'identifier immédiatement la pauvreté absolue, comme la famine ou la malnutrition<sup>50</sup> ; or, ces phénomènes se sont raréfiés au sein des pays industrialisés et développés, ils ne peuvent plus servir de seuls critères pour identifier la pauvreté dans ces pays (Sen rappelle d'ailleurs que la définition de la pauvreté dépend du degré de responsabilité que l'ensemble de la société assume envers ses pauvres<sup>51</sup> ; la définition des pauvres sera d'autant plus réductrice que le sentiment de solidarité ou de dette sociale est faible). La pauvreté a certes une dimension relative, qui résulte de son caractère social : les normes de consommation sont socialement déterminées, certains biens apparaissant comme superflus dans une société deviennent au contraire indispensables dans une autre, en être privé risque de se révéler coûteux dans les relations sociales. Toutefois, pour l'individu qui en souffre, la pauvreté correspond à une privation absolue ; selon Sen, ce que les personnes considèrent comme des privations ne relève pas de l'ordre des prescriptions normatives, mais de l'ordre du fait ; Sen élabore donc une définition de la pauvreté qui prend en compte l'expérience individuelle de la privation<sup>52</sup>. L'économiste va s'écarter de la questions des besoins et des biens à obtenir pour proposer une approche très novatrice de la pauvreté, à partir d'une série de concepts. Sen distingue les *produits de base (commodities)*, leurs caractéristiques (ce à quoi ils servent, leur fonction potentielle), l'utilité qu'ils procurent, des *capacités (capabilities)* des individus, c'est-à-dire les liberté de faire quelque chose. C'est en réalité ces dernières que les individus recherchent réellement, et non pas les biens en tant que tels. Sen donne l'exemple d'une bicyclette : sa caractéristique principale est d'être un moyen de transport, elle offre donc la capacité de se déplacer plus rapidement qu'à pied, et c'est ce qui est susceptible de la rendre utile à la personne, si elle trouve plaisant de se déplacer ainsi<sup>53</sup>. Selon Sen, la capacités en tant que telle ont un caractère absolu ; ce sont les moyens d'y accéder qui varient selon les sociétés et selon la position sociale que l'on occupe ; il rejette

---

46 Ibid. pp. 130-136 ; « The meaning of poverty » pp. 210-218

47 Ibid. p. 225

48 Amartya SEN, « Poor, relatively speaking », p. 159

49 Ibid. , p. 155

50 « Issues measuring poverty », p. 289. Rappelons à cet égard que Amartya Sen s'est fait connaître pour ses travaux sur la pauvreté dans les pays en développement, notamment en Inde (cf. Pressman & Summerfield, « Sen and capabilities »)

51 Ibid. p. 287

52 Ibid. pp. 287-291

53 SEN, « Poor, relatively speaking », p. 160

l'idée que l'on peut mesurer le niveau de satisfaction des individus à partir de l'utilité que les biens procurent. La pauvreté doit donc être appréciée comme privation absolue de capacités de faire, comme limitation de la liberté individuelle, et non pas comme privation relative de biens de consommation.

### **b) Le concept de pauvreté : besoin, dépendance et stigmatisation**

Une fois ces différentes définitions rappelées, nous nous proposons d'élaborer autant que faire se peut un concept analytique de la pauvreté, en décomposant les éléments qui la constituent à la fois en tant qu'expérience humaine, que situation ou position sociale, et que statut attaché à l'identité d'une personne :

**Le besoin** : au sens élémentaire, le besoin est avant tout le besoin du corps, il est inhérent à la condition humaine, le corps réclamant la satisfaction des appétits ; ainsi l'être humain est-il contraint de consacrer une part de son temps à la reproduction de la force vitale, cette contrainte étant liée au cycle même de la vie, qui est croissance et dépérissement, et dans lequel l'énergie est sans cesse consommée et doit être reproduite en permanence<sup>54</sup>. Dans cet ordre, l'expérience de la pauvreté est celle dans laquelle la vie humaine se trouve réduite à cette seule dimension du besoin. Ce dernier, dès lors qu'il devient une préoccupation permanente, assaille l'esprit tout autant que le corps ; il prive ainsi des autres possibilités d'être. Mais cette approche par le besoin demande à être précisée, car bien rares sont ceux qui échappent durablement à l'empire du manque, y compris celui qui jouit des richesses suffisantes pour obtenir tout ce qu'il désire. Notamment dans les sociétés de consommation contemporaines, qui exercent un appel constant aux désirs, une séduction permanente, jouant sur le manque et la frustration des individus ; la consommation sans cesse renouvelée devient presque un mode d'exercice de la liberté individuelle, ce serait à travers elle que chacun exprimerait sa personnalité et développerait ses potentialités ; mais le pauvre n'en est même pas encore à ce point : non seulement il souffre de la frustration de ne pouvoir satisfaire ses désirs, mais il se voit privé l'accès au superflu ; sa condition est celle de la soumission à la nécessité. Il vit l'expérience de la précarité d'existence, de l'insécurité permanente, inquiété par l'incertitude du lendemain. Plus que celui qui souffre simplement du manque, le pauvre est celui qui peine à obtenir ce que John Rawls qualifie de « *biens premiers* » (*primary goods*), c'est-à-dire « *tout ce qu'on suppose qu'un être rationnel désirera quels que soient ses autres désirs. Quels que soient dans le détail les projets rationnels d'un individu, on suppose qu'il y a certaines choses dont il préférerait avoir plus que moins. Quand les hommes jouissent de ces biens dans une plus grande proportion, ils sont généralement assurés de pouvoir réaliser leurs intentions et de faire progresser leurs objectifs, quels qu'ils soient, avec davantage de chances de succès* »<sup>55</sup>. Être pauvre, c'est, de manière relative, être incapable de satisfaire les besoins reconnus, car socialement déterminés, comme indispensables pour participer aux activités de la société dans laquelle on vit, et de manière absolue, être privé des possibilités d'existence de l'individu. En effet comme le soulignait Amartya Sen, quand bien même les

54 Nous renvoyons ici aux pages que Hannah ARENDT consacre au lien entre le travail et la vie dans *La Condition de l'Homme moderne*, pp. 141-147

55 John RAWLS, *Théorie de la Justice* (Éditions du Seuil, 1997), pp. 122-123

besoins dépendent des configurations sociales et des positions occupées par les personnes au sein de celles-ci, la personne qui souffre du manque, indépendamment des comparaisons avec autrui qui ont pu forgé ses désirs, fait bel et bien l'expérience d'une privation absolue. Le manque ne doit pas être apprécié seulement du point de vue de la privation de biens jugés indispensables, mais également du point de vue de la privation d'opportunités d'existence.

**La dépendance** : connaissant de grandes difficultés, voire une incapacité, à subvenir à ses besoins, l'individu pauvre est contraint de vivre aux dépens du reste de la société. Sa condition est celle de l'hétéronomie radicale : non seulement soumis à la loi du besoin, il est également redevable de la bonne volonté d'autrui ou du secours, généralement fortement conditionné, des services publics d'assistance. Les personnes pauvres, occupant les dernières strates de la hiérarchie sociale, se trouvent dans une position paradoxale : contrairement aux autres « figures » de la culpabilisation, comme le Juif dans l'Europe pré-moderne rejeté hors de la Chrétienté ou l'immigré dans les sociétés post-industrielles qui se voit dénié l'accès à la communauté nationale, le pauvre est intégré à la société dont il est membre, au sens qu'il est reconnu en tant que citoyen jouissant des mêmes droits que les autres ; cependant, il en est en même exclu, relégué en position de citoyen de seconde zone, du fait de ses difficultés à se conformer aux normes sociales et de cette dépendance essentielle qui le caractérise. Comme le dit Georg Simmel, « *les pauvres sont plus ou moins dans la situation de l'étranger qui se trouve pour ainsi dire matériellement en dehors du groupe dans lequel il réside* »<sup>56</sup>. Cette situation de dépendance, les personnes pauvres peuvent tenter de la renverser, en élaborant des stratégies de contournement ou de justification, cependant cette entreprise est fortement entravée du fait qu'ils ne constituent pas réellement une catégorie sociale en tant que telle ; dépourvus de caractéristiques communes positives, ils sont unis par un lien essentiellement négatif. Ne formant pas réellement une catégorie définie, c'est la reconnaissance par le reste de la société qui définit qui sont les pauvres, cette reconnaissance assignant un statut aux individus concernés.

**Le stigmat** : dès l'instant où elle est identifiée dans sa situation sociale comme telle, la personne pauvre se voit proprement assigner le statut de pauvre, marque indélébile de sa déchéance ; l'humanité dans sa faiblesse essentielle apparaît dans sa crudité nue sous les traits du pauvre, ce que le reste de la société essaie à tout prix de refouler, de rejeter loin d'elle. Objet tout à la fois de compassion et de répulsion de la part des autres membres de la société, la figure du pauvre illustre le phénomène de l'ambivalence des sentiments à l'égard de la victime émissaire : la société perçoit à travers elle ses propres défaillances, ses fautes qu'elle cherche à lui faire porter. Pour cette raison, les « *normaux* » s'efforcent de donner les raisons du stigmat, de l'exposer au grand jour, pour mieux rendre légitime la situation de celui qui le porte et se donner bonne conscience, ainsi que l'explique Erving Goffman : « *afin d'expliquer son infériorité et de justifier qu'elle représente un danger, nous bâtissons une théorie, une idéologie du stigmat, qui sert aussi parfois à rationaliser une animosité* »<sup>57</sup>. Le stigmat est donc

---

56 Georg SIMMEL, opus cité, p. 56

57 Erving GOFFMAN, *Stigmates, les usages sociaux des handicaps* (Éditions de Minuit, 1975), p. 15

un attribut assigné à une personne, expression de sa divergence par rapport à une norme communément admise jetant sur elle un discrédit profond, qui risque de la pénaliser fortement dans ses relations sociales<sup>58</sup>. Le plus douloureux pour le pauvre est qu'en tant que membre de la société à part entière, il a été conduit dans sa socialisation à intérioriser les normes, et donc à reconnaître le statut de pauvre comme dégradant<sup>59</sup>. On comprend dès lors aisément le rapport entre la conscience de culpabilité et l'expérience de la pauvreté. La pauvreté en tant qu'elle est besoin, manque, suscite un sentiment pesant d'incertitude, d'insécurité, une frustration vis-à-vis d'une condition meilleure paraissant inaccessible, autant de manifestations d'un sentiment général de mal-être, une angoisse qui pousse l'individu à s'interroger sur ce qui a pu être à l'origine de ses malheurs, à se demander s'il n'aurait pas lui-même quelque chose à se reprocher. Le poids de la dette, la personne pauvre le ressent à chaque fois qu'elle prend conscience de sa relation de dépendance vis-à-vis du reste de la société, à chaque fois qu'elle est contrainte de quémander l'aide nécessaire à sa survie. Enfin, la conscience de sa déviance par rapport à la norme qu'elle a reçue, de son incapacité à se conformer au modèle de participation sociale qui lui est proposé, font songer à la personne pauvre à la responsabilité qui lui incombe dans son propre sort ; ce sentiment de la faute, outre la violence psychique qu'elle inflige, conduit l'individu à accepter les contraintes que la société lui impose. Ainsi, Dominique Schnapper donne-t-elle l'exemple des travailleurs victimes du déclassé et du chômage, ne pouvant supporter une situation en telle contradiction avec leurs valeurs : « *la crise du statut créée par le chômage et l'humiliation qui en résulte tiennent en effet à l'identification de l'honneur au travail – l'honneur fonde le système de valeurs des sociétés et des populations pauvres – et à une perception dichotomique qui oppose au monde du travail et des travailleurs celui des "fainéants" (terme qui revient aussi souvent que celui de "diminués), sans honneur et sans dignité – d'où le sentiment du chômeur d'être exclu et méprisé* »<sup>60</sup>.

## **Bibliographie**

BERTIN Alexandre « L'approche par les capacités d'Amartya Sen, une voie nouvelle pour le socialisme libéral » *Cahiers du GREThA* n° 2008-09

BOISSIEU Christian (de), JACQUET Pierre, JANAUX Laure & SGARD Jérôme « Amartya Sen, la pauvreté comme absence de capacité » projet 280 – 2004, pp. 72-78, 14 rue d'Assas 75006, Paris

BOITTE Pierre « A propos de débats récents sur la notion de pauvreté » *Déviance et société*. 1989 - Vol. 13 - N°2. pp. 89-111.

GOFFMAN Erving, *Stigmates, les usages sociaux des handicaps* (les Éditions de Minuit, 1975)

HERPIN Nicolas & VERGER Daniel « La pauvreté une et multiple » *Economie et statistique*, N°308-310, Octobre 1998. pp. 3-22.

MARX Karl, *Le Capital, livre I* (Gallimard, 1968)

---

58 Ibid. pp. 13-14

59 Ibid. p. 46

60 Dominique SCHNAPPER, *L'épreuve du chômage* (Gallimard, 1983), p. 63, cité par Serge Paugam, opus cité, p. 54

–*Philosophie* (Gallimard, 1982)

PAUGAM Serge, *La disqualification sociale* (PUF, 1991)

PRESSMAN Steven & SUMMERFIELD Gale, « Sen and Capabilities », *Review of Political Economy*, Volume 14, Number 4, 2002, pp. 429-433

SEN Amartya K., « Issues in the Measurement of Poverty » *The Scandinavian Journal of Economics*, Vol. 81, No. 2, Measurement in Public Choice (1979), pp. 285-307

–« Poor, Relatively Speaking » *Oxford Economic Papers*, New Series, Vol. 35, No. 2 (Jul., 1983), pp. 153-169

SIMMEL Georg, *Les pauvres* (PUF, 1998)

TOCQUEVILLE Alexis de, *Mémoire sur le paupérisme* (Classiques des sciences sociales, 1835)

–*Second mémoire sur le paupérisme* (Classiques des sciences sociales 1837)

TOWNSEND Peter, « Measuring Poverty » *The British Journal of Sociology*, Vol. 5, No. 2 (Jun., 1954), pp. 130-137

–« The Meaning of Poverty » *The British Journal of Sociology*, Vol. 13, No. 3 (Sep., 1962), pp. 210-227

–« A Sociological Approach to the Measurement of Poverty--A Rejoinder to Professor Amartya Sen » *Oxford Economic Papers*, New Series, Vol. 37, No. 4 (Dec., 1985), pp. 659-668